

rer les choses en espérant que cette punition nous forcera à atteindre l'objectif qu'il vise.

Il essaie d'enrayer l'inflation en augmentant les taux d'intérêt. C'est comme s'il essayait d'éteindre un incendie de forêt en Colombie-Britannique en déversant de l'essence sur les flammes. L'augmentation des taux d'intérêt est le moyen le plus efficace de faire grimper l'inflation. Les taux d'intérêt ont un effet immédiat sur le coût de la vie au Canada.

Prenons l'exemple d'une entreprise qui fabrique des produits destinés à être vendus dans notre pays. Les entreprises, leurs fournisseurs et les autres intervenants dans la chaîne de production empruntent tous de l'argent pour financer leurs immobilisations et pour dresser leurs inventaires, voire pour financer leurs comptes clients. Chaque fois que le loyer de l'argent augmente, ils sont obligés de majorer le prix de vente de leur produit pour compenser cette hausse ou la défalquer de leurs impôts, ce qui nous fait perdre alors de l'argent au titre de l'impôt des sociétés.

La hausse des taux d'intérêt se répercute sur les frais d'exploitation des entreprises. Ces dernières recouvrent leurs pertes auprès du grand public en relevant leurs prix, et cette augmentation des prix est l'un des moyens dont on se sert pour mesurer le taux de l'inflation.

Il est vrai que l'augmentation des taux d'intérêt raffermirait le cours de notre dollar. C'est évidemment le but de la politique de l'argent cher, à mon avis. Mais nos exportations se ressentent de l'appréciation de notre dollar par rapport aux autres devises, et nous avons alors plus de mal à soutenir la concurrence des autres pays. Par conséquent, la politique de l'argent cher, par un effet d'entraînement, fait reculer les exportations et l'emploi, et aggrave encore l'état de notre économie.

Toute proportion gardée, une telle politique favorise les importations, dont les prix baissent au fur et à mesure que notre dollar s'apprécie par rapport aux autres devises. Nous avons alors plus d'argent pour acheter de l'étranger et, en important davantage au détriment de nos exportations, nous nuisons à l'économie dans son ensemble et nous nous engageons sur la voie de l'inflation. Une telle politique ne ramène pas le taux de l'inflation à zéro, bien au contraire.

Elle creuse davantage les déficits budgétaires. Nous en savons quelque chose. En effet, bon an mal an, nous maintenons le déficit dans les 28 à 30 milliards de dollars uniquement pour rembourser des intérêts. Même si on

Initiatives ministérielles

ne peut affecter telle ou telle partie des recettes publiques au remboursement des intérêts et telle ou telle autre partie à d'autres postes, nous savons certes que le montant du déficit équivaut à peu près à ce que nous coûte le service de la dette courante au Canada.

Bien entendu, un taux d'intérêt élevé accroît le chômage. Tout cela aggrave l'inflation et va à l'encontre de l'objectif annoncé par le gouverneur de la Banque du Canada.

Cela encourage la hausse des impôts. Bien sûr, lorsque le gouvernement commence à avoir du mal à financer son déficit et ses programmes et que les impôts diminuent à cause du chômage et de compressions faites au niveau des entreprises, il est porté à augmenter les impôts pour tenter de récupérer une partie des recettes perdues afin de payer les factures qu'il doit toujours payer. Bien entendu, nous savons tous qu'une telle mesure est aussi inflationniste que toute autre initiative qu'on pourrait prendre. L'inflation est alimentée par les hausses d'impôts.

Cela touche la balance commerciale, augmente les taux d'intérêt, hausse la valeur du dollar et réduit nos exportations. D'un bout à l'autre du pays, des industries déplorent les conséquences négatives de l'augmentation de la valeur du dollar sur leur position sur les marchés mondiaux.

• (1130)

Nous avons parlé du libre-échange et des avantages que nous étions censés en retirer. Tout le monde conviendra—et je ne pense pas qu'on puisse nier un seul instant—que l'augmentation de la valeur du dollar canadien a complètement écarté tout avantage que nous aurions pu retirer jusqu'ici de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. L'augmentation de la valeur du dollar canadien dépasse toute réduction des prix qui aurait été consentie par les Américains.

Lorsque nous modifions négativement notre balance commerciale—c'est-à-dire lorsque nous réduisons nos exportations et accroissons nos importations—nous devons alors augmenter nos emprunts à l'étranger. Auparavant, nous n'étions pas obligés de le faire, mais ce n'est plus le cas. Je me suis laissé dire que notre dette à l'étranger est de 50 à 200 milliards de dollars. Ce n'est pas une bonne affaire. Loin d'emprunter à l'étranger, nous devrions être capables de financer toutes nos activités à même nos ressources. Autrement, nous hypothéquons l'avenir.